



Luxembourg, le 21 mars 2000

**ITM-FL 225.1**

## **Demande type générale**

### **I) Informations générales sur les éléments essentiels de la partie ITM.**

#### **1. Généralités.**

##### **1.1. Compétence de l'ITM**

La compétence de l'ITM est d'assurer la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public, au voisinage ou au personnel des établissements, la santé et la sécurité des travailleurs au travail.

**Compétence de l'ITM.**

##### **1.2. Contenu du dossier**

Dans la partie ITM le demandeur a l'obligation de fournir toutes les informations ayant une influence sur la sécurité et la santé du personnel employé auprès de l'établissement projeté, aux occupants (locataires, patients, etc...), au public (visiteurs, spectateurs, etc ) et le cas échéant, aux habitants avoisinés de l'établissement.

**Données à fournir  
par le demandeur.**

Il doit présenter d'une façon concrète quelle conception technique il envisage réaliser, pour éviter ou bien de limiter le plus possible les risques inhérents à l'établissement respectivement aux installations projetés. L'article 7, plus spécialement le paragraphe 7 e de la loi du 10 juin 1999 sur les établissements classés, est à prendre en considération.

Le dossier est à compléter par des plans, des schémas, d'une documentation technique des équipements, des certificats de conformité des machines à installer, etc.

## 2. Chantier.

Pour les travaux de terrassement la loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail ainsi que le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant la sécurité sur les chantiers mobiles ou temporaires sont à appliquer.

En outre les prescriptions publiées par l'Association d'Assurance contre les Accidents sont à respecter.

Le dossier doit contenir les informations sur le chantier notamment une évaluation de risques pour les travailleurs, ainsi que l'indication des mesures entreprises pour éviter des accidents de travail.

**Réglementation à respecter pour les travaux de chantier.**

## 3. Etablissements, équipements.

### 3.1. Construction

En ce qui concerne la prévention des risques d'incendie et d'explosion ainsi que les risques de panique, le maître d'ouvrage doit fournir les informations sur notamment :

3.1.1. Le type de la construction dont la résistance au feu des parties portantes, des matériaux et aménagements.

3.1.2. Le compartimentage et l'empêchement de la propagation des flammes et des gaz de combustion.

3.1.3. La surveillance, la détection automatique éventuelle, de même que les autres moyens d'alerte et d'alarme, le désenfumage.

3.1.4. Les issues, la signalisation, l'éclairage de sécurité, l'éclairage de secours et les autres moyens d'évacuation.

3.1.5. L'accès des secours extérieurs, les moyens de lutte contre l'incendie, l'extinction automatique éventuelle et tous les autres moyens d'intervention.

3.1.6. Autres.

**Description de la construction.**

**Résistance au feu.**

**Compartimentage.**

**Détection incendie, désenfumage.**

**Evacuation de l'établissement.**

**Moyens de secours et d'interventions.**

### 3.2. Equipements

Le maître d'ouvrage doit fournir une évaluation des risques dus aux différentes installations de productions dans son établissement projeté et indiquer qu'elles mesures sont prévues pour éviter les dangers, à savoir :

3.2.1. Indication des risques inhérents aux machines et installations de production, manutention, entretien, etc.

**Analyse des risques et mesures de prévention.**

**Machines de production, maintenance, etc.**

L'énumération des règlements et directives nationales ou communautaires qui seront d'application. A défaut, les règles directives, normes, texte, etc. applicables sont à joindre à la demande.

3.2.2. Les risques inhérents aux produits, préparations, substances, émanations, etc., l'indication des limites des concentrations qui seront respectées, p.ex. les "MAK-Werte". A défaut d'une liste de valeurs limites tolérables généralement appliquées et connues, les concentrations maximales prévues sont à indiquer.

3.2.3. Les installations dangereuses (chauffage, climatisation, ventilation, électricité, gaz, etc.), l'énumération des normes envisagées si celles-ci sont d'application générale dans le pays. Dans le cas contraire, les textes en langue française ou en langue allemande sont à joindre.

**Dépôts de matériaux de production et substances dangereuses.**

**Equipements auxiliaires.**

### **3.3. Autres installations / lieu de travail**

**Installations secondaires / lieu de travail.**

Le maître d'ouvrage doit fournir des informations sur les diverses autres installations notamment les installations sanitaires, les locaux de repos, réfectoires, etc. ainsi que sur les locaux disponibles pour les premiers soins et la surveillance médicale.

En plus doit-il fournir des indications sur l'atmosphère (qualité de l'air) et sur l'éclairage (éclairage naturel et artificiel) des lieux de travail.

## **4. Contrôles préalables, réceptions.**

Le cas échéant le demandeur doit faire établir un contrôle préalable respectivement une réception, effectué par un organisme de contrôle, à choisir parmi ceux de la liste la plus récente en vigueur concernant l'intervention d'organisme de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines. Le rôle des organismes est défini dans le règlement en question.

**Contrôles préalables effectués par un organisme de contrôle.**

En principe quatre contrôles / réceptions peuvent être demandés par l'ITM, dépendant du projet à autoriser :

- un contrôle préalable des plans de construction,
- un contrôle préalable des installations existantes de l'établissement dans le cadre d'une extension,
- un contrôle préalable des installations existantes dans le cadre d'une mise en conformité de l'établissement,
- une réception des installations prévue dans l'autorisation d'exploitation.

### **Remarques préliminaires.**

L'opportunité d'un contrôle préalable des plans de construction, des installations techniques projetées ou des installations existantes de l'entreprise, dépend naturellement de l'objet introduit pour la procédure commode et sera déterminé, de préférence avant l'introduction du dossier, cas par cas, en discussion entre le maître d'ouvrage et l'Inspection du travail et des mines.

Pour ces raisons nous prions les maîtres d'ouvrage de prendre déjà contact avec l'ITM lors des préparations d'un dossier de demande d'autorisation, afin de donner à l'ITM la possibilité de prendre une prise de position le plutôt possible.

**Raisons d'un contrôle préalable.**

**Contact avec l'ITM**

#### **4.1. Un contrôle préalable des plans (conception)**

Il s'agit du contrôle concernant la sécurité et la santé des personnes, déjà réalisé dans la phase de préparation d'un projet plus complexe. Le contrôle en question doit porter sur les plans, qui sont prévues d'être joints au dossier de la demande d'autorisation. Ledit contrôle se base principalement sur la conception du projet dont notamment sur le compartimentage, le désenfumage, les chemins de fuites, les issues de secours, la disposition d'équipements de sécurité, etc.

Les contrôles, ont pour but d'éviter des problèmes qui pourraient se présenter lors de la réalisation des réceptions à la fin des travaux et avant la mise en exploitation. Ces réceptions seront prévues dans notre autorisation d'exploitation, délivrée par le Ministre du travail et de l'emploi (voir point 4.4).

**Contrôle préalable des plans.**

#### **4.2. Un contrôle préalable des installations sur place**

Le contrôle en question qui est à effectuer dans le cadre de la préparation d'un dossier de demande d'autorisation pour une extension de l'établissement, doit se baser sur les équipements techniques qui sont déjà installés, dont notamment les machines de fabrication, les installations de climatisation, etc.

**Contrôle préalable des équipements techniques sur place dans le cadre d'une extension.**

#### **4.3. Un contrôle préalable des installations existantes de l'établissement**

Il s'agit d'un contrôle de l'établissement et des installations complets ou partiels, déjà opérationnel, dans le cadre d'une mise en conformité de l'entreprise. Le contrôle doit considérer les aspects de la sécurité des installations techniques, les moyens de protection contre l'incendie, les issues de secours, le stockage de produits dangereux etc. Le but de ce contrôle est de se procurer une vue d'ensemble de la situation actuelle concernant la sécurité dans l'entreprise et servira comme base de

**Contrôle à effectuer dans le cadre d'une mise en conformité.**

discussion pour procéder, par après, à la mise en conformité des installations.

Le contrôle préalable des installations de l'établissement peut se faire en parallèle avec l'introduction du dossier de la demande d'autorisation.

#### **4.4. Une réception de l'établissement**

En principe la réception est demandée dans l'autorisation d'exploitation et se base sur l'entier ou une partie des éléments repris dans cette autorisation. En générale ladite réception doit être réaliser avant la mise en exploitation des éléments concernés.

Les contrôles préalables ainsi que les réceptions sont effectués sur base des règlements, normes, directives et prescriptions en vigueur.

### **5. Exploitation.**

#### **5.1. Evaluation des risques**

Le maître d'ouvrage doit faire une évaluation des risques pour la sécurité et la santé des personnes (p. ex. accident, incendie, intoxication, contamination, brûlures, autres dangers et lésions corporelles, autres risques de maladies professionnelles, explosion etc.). Il doit clairement spécifier entre :

- 5.1.1. Les risques inhérents aux produits à fabriquer.
- 5.1.2. Les risques aux produits utilisés lors de la fabrication (matière première et autres).
- 5.1.3. Les risques inhérents aux procédés et activités.
- 5.1.4. Autres.

**Risques résultant de l'exploitation :  
Evaluation.**

#### **5.2. Mesures de préventions**

Le maître d'ouvrage doit indiquer les mesures qui sont projetées en vue de prévenir ou d'atténuer les inconvénients et les risques. Il s'agit principalement des éléments suivants :

- 5.2.1. Les activités, les procédés, la production, etc. l'énumération des règlements et directives nationales ou communautaires qui seront d'application. A défaut, les règles, directives, normes, textes, etc. applicables sont à joindre à la demande.
- 5.2.2. Autres.

**Risques résultant de l'exploitation :  
Prévention.**

### **6. Normes, directives, prescriptions.**

Enumération des normes, directives, prescriptions, etc., respectées dans le domaine de sécurité et d'hygiène.

**Normes, directives, etc.**

**Assistance.**

## **7. Assistance pour la confection et la rédaction du dossier.**

En ce qui concerne l'assistance dans le cadre de l'établissement du dossier de la demande d'autorisation, le maître d'ouvrage a la possibilité de s'adresser aux institutions suivantes :

- les Chambres professionnelles
- la Chambre des Métiers
- la Chambre de Commerces
- la Fédération des Artisans
- les bureaux d'Etudes
- les bureaux d'Architectes
- autres

## **II) Constitution du dossier de demande d'autorisation**

### **1. Chantier.**

#### **1.1. Travaux de démolition**

- 1.1.1. Description de l'envergure des travaux
- 1.1.2. Evaluation des risques
- 1.1.3. Mesures de prévention

#### **1.2. Travaux de terrassement**

- 1.2.1. Description de l'envergure des travaux
- 1.2.2. Evaluation des risques
- 1.2.3. Mesures de prévention

#### **1.3. Travaux de construction**

- 1.3.1. Description de l'envergure des travaux
- 1.3.2. Evaluation des risques
- 1.3.3. Mesures de prévention

#### **1.4. Travaux d'assainissement**

- 1.4.1. Description du lieu des travaux (p.ex. station de distribution de carburant, dépôts de produits dangereux, etc)
- 1.4.2. Description du genre et degré de la contamination (p.ex. enlèvement de la terre contaminée de produits dangereux, enlèvement de l'amiante, etc.)
- 1.4.3. Evaluation des risques
- 1.4.4. Mesures de prévention

### **2. Etablissements, équipements.**

#### **2.1. Construction**

Description détaillée de la construction, p.ex. matériaux utilisés

- 2.1.1. Résistance au feu :
  - éléments porteurs
  - charpente
  - par rapport aux établissements contigus
- 2.1.2. Compartimentage
  - description détaillée de la conception du compartimentage
  - qualité de la résistance au feu du compartimentage
  - plan du compartimentage à l'échelle 1 :200 ou plus précis
  - normes utilisées

#### 2.1.3. Détection incendie, désenfumage

- description de la conception de la détection incendie :
  - ❖ plan de zonage à l'échelle 1 :200 ou plus précis
  - ❖ normes appliquées
- description des moyens d'alerte et d'alarme
- désenfumage :
  - ❖ description de la conception du système de désenfumage
  - ❖ normes appliquées pour le calcul des débits
  - ❖ plan du désenfumage à l'échelle 1 :200

#### 2.1.4. Evacuation de l'établissement

- Plans d'évacuation à l'échelle 1 :200 ou plus précis comprenant :
  - ❖ les sorties de secours
  - ❖ les chemins de fuites
  - ❖ le lieu de rassemblement
- Autres moyens de secours
- Eclairage de secours
  - ❖ normes appliquées
  - ❖ plan de l'éclairage de secours et de la signalisation
- Eclairage de sécurité
  - ❖ plan de l'éclairage de sécurité

#### 2.1.5. Moyens de secours et d'intervention

- L'accès des secours extérieurs
  - ❖ plan de situation à l'échelle 1 :500
  - ❖ chemins d'accès, de secours venant de l'extérieur
  - ❖ issues de secours donnant vers l'extérieur
- Moyens de lutte contre l'incendie
  - ❖ plan à l'échelle 1 :200 ou plus précis, comprenant entre autre :
    - ❑ les bouches d'incendie extérieures
    - ❑ les extincteurs automatiques
    - ❑ les robinets d'incendie armés (RIA)
    - ❑ l'armoire à clef pour les pompiers
    - ❑ le tableau de commande pour les pompiers
    - ❑ l'emplacement du central de détection incendie

#### 2.1.6. Protection du bâtiment contre les influences atmosphériques

- Protection contre les coups de foudre
- Protection contre les vents, tempêtes, etc

#### 2.1.7. Autres indications



## 2.2. Equipements

Dans ce chapitre il est nécessaire de faire d'une part, une analyse des risques et d'autre part, indiquer les mesures de prévention pour les équipements des domaines repris ci-dessous :

- 2.2.1. Installations de production, de maintenance etc.
- 2.2.2. Dépôts et stockage de matériaux de production et de substances dangereuses
  - Evaluation des risques inhérents aux produits, aux préparations, aux substances, aux émanations, etc. en se basant principalement sur :
    - ❖ intoxication des travailleurs et le cas échéant du public
    - ❖ risques d'incendie et d'explosion
    - ❖ autres
  - Indication des mesures de prévention
    - ❖ mesures de protection collective
    - ❖ mesures de protection individuelle
    - ❖ énumération des règlements et directives nationaux ou communautaires
    - ❖ autres moyens
- 2.2.3. Unité de production de chaleur et de froid
- 2.2.4. Installations de chaudières à vapeur et fluides thermiques
- 2.2.5. Unité de production et de transformation d'énergie
  - Groupe électrogène
  - Centrale de cogénération
  - Eoliennes
  - Installations de cofermentation (Bio Gasanlage)
  - Accumulateurs électriques
  - Transformateurs
- 2.2.6. Emetteurs d'ondes électromagnétiques et laser
- 2.2.7. Appareils de levage
  - Ascenseurs
  - Grues
  - Ponts roulants
  - Monte charge
  - Elévateurs
  - Monte-poubelles
  - Monte-plats
  - Monte-documents
  - Autres appareils de levage
- 2.2.8. Installations électriques
  - Relevé des normes, directives, prescriptions appliquées
  - Evaluation des risques de montage, d'entretien ou de réparation
  - Indication des mesures de prévention
- 2.2.9. Salles de réunion et de spectacles,

2.2.10. Lieux à risques

- Locaux techniques
- Local des poubelles
- Ateliers
- Cuisines
- Autres

2.2.11. Equipements auxiliaires

- Les installations de ventilation
- Les équipements de chauffage
- Les installations fonctionnant aux gaz
- Autres

2.2.12. Autres aménagements

**2.3. Hygiène**

L'indication du nombre de vestiaires, douches, etc. doit se baser sur le nombre des personnes admissibles à l'établissement.

La prescription ITM-ET 32. « Protection des travailleurs » doit servir de base pour la fixation du nombre des installations sanitaires nécessaires.

2.3.1. Vestiaires

2.3.2. Douches

2.3.3. Lavabos

2.3.4. Toilettes

**2.4. Locaux de repos, réfectoires**

Les informations à fournir doivent tenir compte du nombre de personnes admissibles à l'établissement.

La prescription ITM-ET 32. « Protection des travailleurs » doit servir de base pour la fixation du nombre des locaux correspondants.

## **2.5. Premiers soins et surveillance médicale**

Les informations à fournir doivent tenir compte du nombre de personnes admissibles et respectées les conditions reprises dans la prescription ITM-ET 32. « Protection des travailleurs » pour ce domaine.

## **2.6. Atmosphère des lieux de travail**

Les conditions reprises dans la prescription ITM-ET32. « Protection des travailleurs » doivent servir de base pour fournir les informations demandées.

- Evaluation de la situation sur base de la planification et des substances de mise en œuvre.
- Mesures de prévention (ventilation, aspiration directe, système clos, etc.)

## **2.7. Eclairage**

Les conditions reprises dans la prescription ITM-ET32. « Protection des travailleurs » doivent servir de base pour fournir les informations demandées.

2.7.1. Eclairage naturel

2.7.2. Eclairage artificiel

# **3. Contrôles préalables / réceptions.**

Le cas échéant, il est judicieux de procéder à un contrôle préalable, respectivement à une réception sur demande de l'ITM à effectuer par un organisme de contrôle. Cet organisme est à choisir parmi ceux de la liste la plus récente en vigueur concernant l'intervention d'organisme de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines.

En principe les contrôles resp. réceptions suivants peuvent être demandés par l'ITM :

- Un contrôle préalable des plans,
- Un contrôle préalable des installations déjà sur place dans le cadre d'une extension de l'établissement,
- Un contrôle préalable des installations existantes de l'établissement dans le cadre d'une mise en conformité,
- Une réception des installations prévues dans l'autorisation d'exploitation.

# **4. Exploitation.**

Le maître d'ouvrage doit faire une évaluation des risques pour la sécurité et la santé des personnes (p. ex. accident, incendie, intoxication, contamination, brûlures, autres dangers et lésions corporelles, autres risques de maladies professionnelles, explosion, etc) qui pourraient se présenter dans le cadre de l'exploitation de l'établissement.

En conséquence le maître d'ouvrage est censé d'indiquer toutes les mesures qui sont projetées en vue de prévenir ou d'atténuer les inconvénients et les risques.

## **4.1. Evaluation des risques**

- 4.1.1. Relever les risques inhérents aux produits à fabriquer
- 4.1.2. Relever les risques inhérents aux produits utilisés lors de la fabrication (matière première, autres)
- 4.1.3. Relever les risques inhérents aux procédés et activités
- 4.1.4. Autres

#### **4.2. Mesures de prévention**

- 4.2.1. Relever les mesures entreprises pour éviter les risques dus aux activités, aux procédés, à la production, etc.
- 4.2.2. Indiquer les règlements et directives nationales ou communautaire qui seront d'application (à défaut les règles, directives, etc applicables, sont à joindre au dossier)
- 4.2.3. Autres

Visa du Directeur adjoint  
de l'Inspection du travail et des  
mines

Robert HUBERTY

Mise en vigueur  
le 21 mars 2000

Paul WEBER  
Directeur  
de l'Inspection du travail  
et des mines